

## Karachi : Donnedieu de Vabres mis en examen

L'ancien ministre pourrait être l'un des intermédiaires des contrats de vente de sous-marins.

**(Mis à jour le 15 décembre 2011 à 13h)**

L'ancien ministre de la Culture Renaud Donnedieu de Vabres a été mis en examen ce jeudi, a annoncé à l'AFP l'avocat des familles de victimes de l'attentat de Karachi, Me Olivier Morice.

Le volet financier de l'affaire Karachi a connu un nouveau développement mardi matin : **Renaud Donnedieu de Vabres, ancien ministre de la Culture mais surtout ancien conseiller spécial de François Léotard lorsque celui-ci était ministre de la Défense (1993-1995), a été placé en garde à vue.**

**Il était déjà entendu comme témoin depuis novembre dans cette affaire qui pourrait mêler des contrats de vente de sous-marins par la France au Pakistan et des rétrocommissions, et être lié à l'attentat de Karachi en 2002 qui a tué onze Français.** L'enquête a par ailleurs révélé le versement d'importantes sommes en espèces sur le compte de campagne d'Edouard Balladur, pour un total 20 millions de francs (3 millions euros), dont la moitié en une seule fois au lendemain du 1er tour.

Renaud Donnedieu de Vabres sera entendu mardi par les enquêteurs de la division nationale des investigations financières (DNIF) de la Direction centrale de la police judiciaire à Nanterre. Il pourrait donc passer une nuit en garde à vue. **Il sera présenté aux juges Roger Le Loire et Renaud Van Ruymbeke mercredi, ce qui pourrait déboucher sur une mise en examen.**

**Des témoignages ont rapporté que des intermédiaires avaient été imposés par l'exécutif avant la conclusion du contrat. Outre Ziad Takkiedine, déjà mis en examen, le nom de Donnedieu de Vabres a été cité.**

Entendu jusqu'ici comme témoin, l'ancien conseiller s'est déjà démarqué de ces affirmations. Il a avancé que le propos de ces intermédiaires *"était d'indiquer clairement la position du Pakistan et de Benazir Bhutto qui était d'acheter des sous-marins, ce qui correspondait à la stratégie de Benazir Bhutto d'affirmation de son pays sur la scène internationale"*.

Deux proches de Nicolas Sarkozy, Nicolas Bazire et Thierry Gaubert ont déjà été mis en examen dans le cadre de l'affaire Karachi.